

Convention collective nationale

IDCC : 277. – **ACCORD RÉGLANT LES RAPPORTS
ENTRE LES AVOUÉS
PRÈS LES COURS D'APPEL
ET LEUR PERSONNEL
(22 septembre 1959)**

■ *Journal officiel* du 14 juillet 2005

Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un accord professionnel national relatif aux salaires minima du personnel des études d'avoués à la cour d'appel

NOR : SOCT0511237A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,
Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;
Vu l'accord professionnel national du 6 janvier 2005 relatif aux salaires minima du personnel des études d'avoués à la cour d'appel ;
Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;
Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 avril 2005 ;
Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;
Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord professionnel national du 6 janvier 2005 sur les salaires minima du personnel des études d'avoués à la cour d'appel, les dispositions dudit accord professionnel national du 6 janvier 2005 sur les salaires minima du personnel des études d'avoués à la cour d'appel.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord professionnel susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte de l'accord professionnel susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/13, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.